

## Petit journal de mauvaise humeur

Je vais vous raconter une histoire. D'abord, au presque commencement, il était une fois le Département du Val-de-Marne par lequel nous étions (l'Apeis) hébergés dans un petit pavillon depuis une vingtaine d'années. Puis la droite a remporté les élections départementales. L'une des premières actions de la nouvelle majorité fut de dénoncer notre bail, de nous donner quelques petits mois pour dégager sans rien nous proposer et de supprimer notre subvention.

Comme il pleut toujours où c'est mouillé, cela est arrivé après que nous ayons été visité nuitamment et que nos deux ordinateurs nous aient été subtilisés. Evidemment, avec ces ordinateurs ont disparu des années d'archives et de travaux, textes, rapports, tracts, projets, interventions (même si fort heureusement, il existe une sauvegarde sur un disque dur externe, sauf pour la toute dernière période).

Ensuite, il fallu chercher de nouveaux locaux, le salut étant venu de la Ville d'Ivry sur seine, de son maire, de ses élus et de ses services publics qui ont très vite trouvé une solution. Puis il fallu déménager et, vous pouvez vous en douter, cela n'a pas été une mince affaire. Des amis très chers (Gérard et Isabel, de Ne Pas Plier) nous ont donné un ordinateur. Formidable, sauf qu'il est un peu ancien et que les mises à jour nécessaires sont impossibles, empêchant l'envoi de mails. Nous avons donc racheté un petit ordinateur reconditionné et un bon pote, Clément, est venu nous l'installer et faire les mises à jour.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que tout cela est très gênant puisque c'est tombé à une période exceptionnelle, une parenthèse de luttes, de débats, de réflexions, de projets, de petits bonheurs, de quelques coups durs, mais surtout d'espoirs.

Afin de ne pas être totalement muet, est venue l'idée de ce petit « journal de bord » suite à une nécessité de se prononcer sur le sujet des retraites et par conséquent sur tant d'autres choses. Un peu au jour le jour certes, mais Macron, ses ministres et un paquet des députés et de sénateurs le soutenant disent tellement d'âneries, de contre-vérités et sont tellement hautains que ce petit journal pourrait très vite devenir un véritable almanach.

Personne ne parvient à masquer l'ampleur de toutes les manifestations, ni les commentateurs, ni les journalistes au service de... ou les pseudos, ni les spécialistes de la spécialité, pas même les chroniqueurs. Des records sont battus, la détermination est toujours aussi forte, mais il faut malgré tout tenir compte des conditions particulières de ce qui se joue.

Sur le fond, cette réforme des retraites n'est pas une nécessité, loin s'en faut, il y a tant d'autres choses à faire : une vraie politique de formation et la création d'emplois qui en découlent, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, la re-transformation de la CSG en cotisation sociale, la suppression des exonérations et exemptions des cotisations patronales... Sans parler de toutes les mesures de justice et de cohésion à mettre en place, comme pénaliser les employeurs ayant

systématiquement recours à la précarité et taxer les profits et dividendes.

Il serait également temps d'aborder les questions directement liées au sens du travail, à l'utilité, au bien commun, et cela avant de condamner les salariés à trimmer encore et toujours plus.

Il convient de tenir compte de l'état financier catastrophique dans lequel se retrouve des millions de femmes et d'hommes avec un pouvoir d'achat en berne et une inflation qui explose.

De même en ce qui concerne les suites de la crise sanitaire liée au Covid : isolement, problèmes psychologiques, mise en place du télétravail qui ne permet plus d'échanger et par conséquent de se projeter au travers d'un collectif.

Et puis la Loi travail est passée par là avec son lot de contrats atypiques, de contrats de missions, de mesures qui, dans les faits, restreignent le droit de grève.

Sûr que sans ces situations, la mobilisation serait encore plus importante. Sans parler des menaces et mensonges du gouvernement qui ne recule devant aucune contre-vérité ni aucune forme de démagogie.

Macron, lui, s'en fout que sa réforme ne règle rien, un libéral doit donner des preuves de sa soumission au marché. Sauf qu'il va en être empêché par les grévistes, leurs soutiens et la majorité de la population.

Ces tristes sires ont tout tenté, jusqu'à dire qu'il s'agit d'une réforme de gauche, de justice, puis qu'en fait non mais que c'était une nécessité si on voulait sauver le système de retraite par répartition auquel nous sommes tant attachés...

Ensuite, ils ont tourné leurs efforts vers Les Républicains. Là c'était redevenu une réforme de droite qui, s'ils parvenaient à avoir une majorité pour la voter, entraînerait des compensations financières ou politiques dans les circonscriptions ou à l'assemblée.

Mais leur projet est si ambigu, si antisocial, si injuste que, la peur au ventre, ils ont actionné le 49-3, privant les élus de leur vote et la démocratie d'une réelle visibilité... même si oui, gnagnagna, le 49.3 est dans la Constitution.

Vous remarquerez que le président des Français qui n'est président que parce qu'une majorité d'électeurs ne voulait pas de Le Pen comme présidente de la République dit tenir à ses promesses de campagne... Alors qu'en est-il de celle qui consistait à promettre qu'il n'y ait plus un seul SDF dans le pays ? Nous, on appelle ça soit un escroc soit un charlot ! En espérant que l'on ne va pas se retrouver au tribunal ni même en prison pour avoir osé « insulter » Macron... Comme cette femme en colère, à bout peut-être, qui avait « traité » Macron d'ordure sur sa page Facebook, interpellée chez elle et bientôt jugée. C'est toute la différence entre la grossièreté et la vraie vulgarité consistant, entre autres, à dire qu'il suffit de traverser la rue pour trouver un boulot, ou à décider de faire crever au boulot des travailleurs en leur rajoutant deux ans fermes.

Au delà des décisions politiques et économiques de Macron et de ses flingueurs en chef (Atall, Véran, Dussopt...), il y a la façon dont ils traitent le peuple, les corps intermédiaires. Ils accréditent le fait que seule la violence marche, ils créent les conditions pour que Marine Le Pen soit élue la prochaine fois. Malgré les déclarations et les effets d'annonces, ils détestent la démocratie et celles et ceux qui la font vivre. Soit ils ne savent rien de ce que sont réellement les femmes et les hommes, de leurs capacités, de leur savoir, et moins encore de leurs désirs, de leurs rêves, de leurs corps, soit ils les méprisent. Ou bien les deux.

Il s'agit de choix de société : ils veulent remettre en cause tous les conquits sociaux et détricotent les droits les uns après les autres. Ils vont contre le sens de l'Histoire, qui devrait permettre de vivre mieux, de travailler moins, tous, solidairement. On devrait pouvoir s'exprimer sur ce que l'on produit et sur comment on le distribue, comme travailleur mais également comme citoyen.

Ce ne sont pas des dirigeants qui tentent de faire partager leur point de vue au plus grand nombre, mais des dominants brutaux qui veulent soumettre le plus grand nombre, quel qu'en soit le prix à payer en termes de démocratie, de cohésion, de confiance, de fatalité.

Vous n'aurez pas manqué de remarquer que lors du mouvement des gilets jaunes, avec beaucoup moins de manifestants mais davantage de ce qu'ils appellent « débordements » (sanctionnés par des violences policières entraînant de sérieux handicaps), des milliards d'euros ont été débloqués...

Dans le même temps, afin de faire passer leur loi scélérate, antisociale et inutile, ils ont tellement concédés aux Républicains que même les économies qu'ils devaient faire ont fondues comme neige au soleil. Et quand la population est contre leur réforme à près de 80 %, ils pensent qu'il leur faut mieux nous expliquer, que l'on est peut-être pas en capacité de comprendre...

Tous leurs arguments ne sont qu'esbrouffe. Quand les mesures les plus sociales furent mises en place, le pays n'était pas remis des dégâts de la Seconde guerre mondiale. C'est pourtant bien en 1945, dans un pays en ruines, que furent créés la Sécurité sociale, la retraite...

En 1980, un salarié représentait l'équivalent de 25 000 € de productivité. En 2022, 80 000 €... Où est passée la différence ? Dans les poches de qui ? Dans quels dividendes puisque dans le même temps, tous les services publics sont privés de leurs moyens et par conséquent de leur rôle et de leur efficacité ?

Les mobilisations, nombreuses et déterminées, vont durer jusqu'au retrait ou à la non application de leur certes légale mais illégitime loi.

Après le passage en force du 49-3 utilisé non pour débloquent une situation (ce pourquoi il fut créé) mais pour pallier le manque de majorité et piétiner le parlement et la démocratie, et après la motion de censure rejetée d'extrême justesse puisqu'il manquait seulement neuf voix, Macron, Borne et leurs loufiats osent parler de

victoire alors même qu'ils mettent le pays à feu et à sang, qu'ils donnent des ordres afin que la police soit très répressive et violente... et qu'ils osent appeler ça « maintien de l'ordre » ! Ils labourent le terrain pour que le RN puisse se présenter comme une alternative en 2027. Ce sont des irresponsables, des pyromanes, des aspirants dictateurs, car ce que pense l'immense majorité de la population et même une bonne partie des élus ne signifie rien pour eux, mise à part une petite gêne, un petit cailloux dans leurs Berluti.

Le 22 mars, j'aurais pu écouter Macron en direct à 13h, mais comme je n'en attendais rien d'autre qu'un peu plus de tachycardie, je me suis abstenu, même si je n'ai évidemment pas échappé aux commentaires et par conséquent à une partie de ses déclarations. Je pense que cet homme doit être soigné, qu'il doit prendre un traitement ou au moins être accompagné, car il est dangereux, surtout pour les autres. Enfin, je veux dire, pour nous.

Il croit qu'on va passer à autre chose et semble à présent vouloir s'attaquer aux allocataires du RSA. Il est vrai que ce serait plus facile. Tout aussi crapuleux et dégueulasse mais plus aisé à mettre en oeuvre.

Et puis, à chaque grand rendez-vous social, il est en voyage à l'étranger, en train de tenter de faire son chef du pseudo monde libre ou même chef de guerre, et cela même si ça fait souvent pouffer.

Parce que, quand même, ça montre quelque chose d'être persuadé qu'on a raison contre 80 % de la population, contre 9 salariés sur 10. Qu'ils ne comprennent rien alors que, LUI, il sait, il se prend pour le grand sachant, « Et pis c'est tout, na ! »...

N'est-ce pas un peu bizarre, quand tant de femmes et d'hommes sont remués par une telle réforme, que pas un seul député de Renaissance ne se pose de question et ne remette en cause la décision de Macron ? Aspirant dictateur je vous dis, bien enveloppé dans de la guimauve déclarative et démocrate.

Après cette neuvième journée de manifestation où de nouveaux records ont été battus, vous aurez remarqué que le point nouveau, c'est l'augmentation de la violence. Et il convient de se demander au préalable à qui profite cette violence...

Les ordres sont les ordres et il faut discréditer le mouvement en tentant de faire peur, de sorte qu'une partie des nombreux soutiens se désolidarisent. Une telle violence que le Conseil de l'Europe alerte sur un usage excessif de la force, à l'instar de plusieurs organisations des droits de l'Homme, la LDH, Amnesty International et même la défenseuse des droits. Inquiétude également de l'ONU, de la Maison blanche, de plusieurs capitales européennes, envers qui le donneur de leçons Macron se prend les pieds dans le tapis.

Darmanin préfère « l'ordre » à la paix. Quand on craint ses adversaires il faut en faire des ennemis, donc tout ce qui se trouve à sa gauche, ce serait l'ultragauche : couteau entre les dents et bave aux lèvres. Ils veulent interdire Les Soulèvements de la Terre, ils feraient mieux de trouver des moyens et des solutions pour que des jeunes cessent

d'être abattu à Marseille.

Le gouvernement n'a cessé de déclarer que les « violences » de rue sont la suite logique des déclarations de la gauche à l'Assemblée nationale. Et quand Dupont Moretti est interrogé par un journaliste, il trouve le moyen, à chacune de ses réponses, d'attaquer Jean-Luc Mélenchon, même quand ça n'a rien à voir. En réalité, ces tristes sires sont nés avant l'invention de la honte...

Comme le disait Berthold Brecht : « *On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent.* »

Ah oui, il y a également Clément Beaune, ministre de je-ne-sais-trop-quoi, qui déclare que des manifestants ne savent pas pourquoi ils sont là... Il y aurait donc les éclairés, visionnaires et courageux, et une bande de moutons incultes et ignorants : l'immense majorité du peuple.

Et puis il y a un vrai glissement sémantique, vous les entendez quand ils parlent du droit de grève : « Oui c'est un droit, constitutionnel même, mais pas les blocages, les prises en otages, les méchancetés contre les élus et les ministres. » À quoi peut donc servir une grève sans gêne ni conséquences économiques et sociales ? Juste à perdre du salaire !

Et puis la violence c'est quoi ? Un tag sur le mur d'un local de député ou bien de tuer des gens au travail, sans avenir ni perspectives. La vraie violence, ne serait-ce pas les plus de 2500 accidents du travail par jour et les 800 salariés qui en sont morts en une année ? Ce qui fait de la France le pays européen avec le plus fort ratio de décès au travail, notamment à cause de la suppression des CHSTC, décidée par Macron.

La violence, ne serait-ce pas l'augmentation du nombre de femmes, d'hommes, d'enfants sans domicile fixe ou mal logés, dont certains meurent à la rue ?

La violence, ne serait-ce pas l'inaction climatique qui nous condamne dorénavant à très court terme ?

La violence, ne serait-ce pas les millions de femmes, d'hommes, d'enfants qui doivent survivre sous le seuil de pauvreté ?

La violence, ne serait-ce pas les manifestants (ou non) tués, éborgnés, handicapés ? Les gardés à vue pour rien, si ce n'est pour instiller la peur et décourager de revendiquer des droits ?

Et rester inflexible, ne rien concéder – à peine un rictus – quand des millions de personnes manifestent pacifiquement à de nombreuses reprises, n'est-ce pas de la violence ? Cela ne crée-t-il pas l'augmentation des débordements dues à l'exaspération ?

Et ils osent nous seriner qu'eux respectent le droit, la loi... Ah bon ? Alors pourquoi l'Europe condamne-t-elle la France en plusieurs domaines, que ce soit son inaction climatique ou l'indignité de ses prisons et les conditions inhumaines qui y règnent.

Après la violence, l'autre concept mis en avant – ni anodin ni sans danger –, c'est le «

terrorisme ». Ça a commencé par « l'écoterrorisme » puis on est passé au « terrorisme intellectuel ». Peut-être que la prochaine étape sera le « terrorisme de pensée » ?

Et que fait-on, en règle général, aux terroristes ? Une minorité arrive devant les tribunaux ; le plus grand nombre est abattu avant. Donc mettre du « terrorisme » à toutes les sauces est pour le moins dangereux et brouille les messages. Ne pas permettre de nuancer n'est pas anodin.

Faire peur pour se permettre de réprimer dans l'indifférence d'une partie de la population, voilà ce qui est à l'oeuvre. Des apprentis-dictateurs qui tentent de manipuler l'opinion et le peuple à défaut des foules...

Je tombe sur une chaîne d'info en continu avec Eric Woerth... Quel triste sire également, condescendant, imbu de sa personne. En revanche, je ne sais pas s'il a un problème auditif ou cognitif... Ils n'entendent pas la colère, la détermination ? Ils restent persuadés de tout savoir et de détenir LA solution ? Pour qui se prennent-ils ces malfaisants ?

Avant ou après, je ne sais plus trop, bing, c'est Yves Calvi sur BFM qui interpelle François Hommeril, secrétaire général de la CGC en lui demandant s'il avait « calmé » Sophie Binet, la toute nouvelle secrétaire de la CGT ! Quelle arrogance ! Quel mépris ! Et certainement quelle misogynie, car il n'est pas certain qu'il se serait permis de dire la même chose concernant un homme.

Politiques ou animateurs / journalistes, ils n'ont aucune limite. Et quand ça va de pire en pire, ils poussent de grands cris d'indignation, car c'est bien connu : les responsables, les coupables, ce sont les autres, ceux qui pensent différemment, qui s'opposent, qui osent avancer des mesures d'égalité, de progrès, de bien commun, de cohésion.

Macron qui donne une interview à *Pif Gadget* ; Schiappa qui choisie *Playboy*... Dussopt et Attal vont peut-être jouer dans un remake de *La Croisière s'amuse* et Bruno Lemaire faire un tour dans *Picsou Magazine*... Pauvre France, et surtout pauvres de nous !

L'intersyndicale, toujours bien unie (et c'est en soi l'une des grandes questions qui devraient être traitées par les médias), s'est rendue à Matignon ce mercredi 5 avril. Mais, sans surprise, il n'en n'est rien ressorti. Elisabeth Borne dit qu'elle veut avancer avec les partenaires sociaux, mais ce qu'elle n'a pas compris, c'est qu'elle doit reculer au préalable.

Macron, merci, ton travail paie, du moins selon le magazine *Forbes* : l'homme le plus riche du monde est français et c'est Bernard Arnault, mais la femme la plus riche du monde est également française et c'est Liliane Bettencourt. Et alors qu'il faudra travailler deux ans de plus avant la retraite, que les salaires sont loin, trop loin du coût de la vie et de son inflation, que les services publics, notre bien commun, sont découpés en morceaux, il s'en trouve, des chroniqueurs et des intervenants, pour dire « *Mais vous devriez être fiers que ça soit des Français... Cocorico !* ».

Bande de misérables et pitoyables personnages.

Le 6 avril, 11e journée de mobilisation. Non, pas de record battu mais encore et toujours une participation exceptionnelle. Le degré d'effort est considérable. Ce ne sont pas, cela ne peut pas être les mêmes à chaque manifestation car les situations financières et familiales sont loin de le permettre. Depuis trois mois, il y a chaque jour des initiatives : rassemblements, occupations, blocages, opération escargots, péages gratuits, distributions, débrayages... Et ça aussi c'est exceptionnel.

C'est de cela dont devraient parler les animateurs / journalistes plutôt que de commencer par « *Il semblerait que la mobilisation soit en baisse et que les violences augmentent* » avec quelques gros plans – toujours les mêmes sous tous les angles possibles – sur quelques feux de poubelles.

Une pétition a été lancée contre la police d'exception et de répression qu'est la Brav-M. Après avoir recueilli plus de 260 000 signatures en à peine deux semaines, elle est classée sans suite pourrait-on dire...

À Nantes, quatre jeunes étudiantes qui revenaient d'un rassemblement contre la réforme des retraites auraient été agressées sexuellement lors d'un contrôle des forces de police. Elles ont porté plainte.

À Sainte-Soline dans les Deux Sèvres, une manifestation a tourné au carnage. Le pillage de la nature, du commun, au profit de quelques-uns semble donc légal. Il n'en reste pas moins que ce n'est pas légitime et que des milliers de manifestants sont venus le dire. Il semblerait que les services de secours aient été bloqués par les autorités, mettant ainsi en danger des manifestants blessés, dont un, Serge au pronostic vital toujours engagé.

C'est deux poids deux mesures : nos gouvernants hurlent, éructent, bavent que « la loi c'est la loi » mais qu'en est-il du non-respect par les policiers du port d'un numéro d'identification ? Qu'en est-il des insultes, coups, humiliations, intimidations lors de contrôles d'identité ?

Les ministres donnent des chiffres sur les efforts qui auraient été faits, sur les résultats qui seraient bons, sur l'augmentation des moyens dans tel ou tel secteur, alors pourquoi tout va si mal ? Pouvoir d'achat, conditions d'existence, etc.

Leurs soi-disantes grandes réussites dont ils nous rebattent les oreilles ? Une baisse des chiffres officiels du chômage grâce au développement de la précarité via tout un tas de contrats courts... Une baisse des impôts pour les plus riches avec à la clef la disparition annoncée des services publics et des difficultés financières de plus en plus importantes pour bon nombre d'entre nous. Leurs « victoires » sont assurément nos défaites.

Mardi 11 avril à La Haye, en voyage officiel au pays bas, Macron est interpellé par des manifestants, rebelote le lendemain mercredi 12 avril à Amsterdam cette fois où on peut entendre « on est là, on est là, même si macron le veut pas, nous on est là ».

Ce matin, jeudi 13 avril, nous avons rendez vous à la Tiru (usine de traitement des déchets) à 8 H, en y allant, nous remarquons un piquet de grève devant l'endroit d'où sortent les camions poubelles.

En repartant nous passons devant un piquet de grève de la SNCF, avenue Pierre Semard, un peu plus loin il y a un rassemblement de quelques dizaines de femmes et d'hommes, nous traversons, tombons sur des connaissances de l'intersyndicale et d'Attac qui se préparait à partir Avenue Montaigne, bloquer LVMH avec les syndicats de cheminots.

Ça fait chaud au cœur, et après certains médias vont nous raconter que la mobilisation est en recul et patati et patata.

Mobilisation en recul, c'est certainement un peu vrai... serait ce la dernière manifestation ? Questionnent les journalistes / Animateurs, mais encore des centaines de milliers de manifestants avec la pêche, une détermination à toute épreuve.

On a également eu droit de la part des animateurs / journalistes : « mais Bernard Arnault crée des emplois et une partie sont en France, il paie aussi une partie de ses impôts ici, les salariés perçoivent des salaires plus élevés que la moyenne ». Heu oui mais la plupart des emplois sont en sous traitance et là pour le coup pas avec des salaires au dessus de la moyenne...

Alors ce soir, vendredi 14, le Conseil constitutionnel va rendre sa copie, on ne sait jamais, sur un malentendu mais vu sa composition on ne devrait pas trop se faire d'illusion.

**Mais à la fin, Ô c'est nous qui gagnerons parce qu'on a raison, que c'est juste et que les gentils c'est nous, et pis c'est tout !**

Le conseil constitutionnel a sans surprise validé le texte, au fait lequel est constitutionnaliste dans cette bande de neuf ? Ou même spécialiste du droit mise à part comme prévenu ?

Macron a fait validé cette réforme au plus vite, les commentaires sont multiples : Mépris , arrogance, brutalité, provocation, j'en ai un à ajouté : caprice !

Il a réagi comme un môme, un sale môme, il en avait tellement envie de cette loi injuste et inutile qu'il fallait faire vite, un peu comme devant un gâteau que personne ne veut partager tellement il pue, mais lui il a tout mangé, espérons une vraie bonne indigestion.

Bon alors ce soir lundi, il va tous nous rassuré et nous apaisé en ramenant la paix sociale...Non j'rigole ! Il y a ici et là des messages pour que l'on boycott son allocution, que l'on se retrouve, qu'on fasse du bruit, c'est un peu tard pour mobiliser largement, mais ça aurait de la gueule.

Hier lundi 17 avril, je sais pas vous, mais nous on a pas regardé l'autre là, il y avait de nombreux rassemblements, en particulier devant des Mairies et aussi des concerts de casseroles.

Comme on en attendait rien, on n'est pas déçu, il persiste, alors il reconnaît bien que sa réforme est impopulaire, et c'est rien de le dire, mais que c'est parce qu'ils ont mal expliqués, pas assez bien communiqué, et que si il a fait ça c'est seulement pour notre bien, mais on ne le sait pas...

Il se donne 100 jours dit-il mais d'où ça sort encore ça, normalement les 100 jours c'est la période qui pouvait être accordée au chef de l'Etat nouvellement élu pour lancer son quinquennat, peut-être qu'il a oublié que ça fait 6 ans qu'il est Président.

Et comme disais un ou une sémiologue je crois, il parle, il communique, il promet beaucoup mais il ne tiens pas sa parole.

Darmanin est revenu à la charge sur les allocataires du RSA, qui s'ils ne prouvent pas qu'ils font TOUT et plus encore pour chercher un emploi, seront punis et devront travailler entre 15 et 20 H par semaine pour pouvoir toucher bien moins que le SMIC horaire, à peine de quoi mal survivre.

Bruno Lemaire, lui comme un justicier va s'attaquer de front à la fraude sociale, car quand même, il est inacceptable que certains profitent du bien commun pour ne pas crever.

Il y a aussi l'évasion et l'optimisation fiscale, les cadeaux aux entreprises et aux grands patrons, sans aucune contrepartie, mais on verra ça après, peut-être...l'urgence c'est de maltraiter les plus pauvres, les plus précaires, les plus fragiles.

Pas de hasard, ça arrive au moment où le nombre de chômeurs baisse. Mais même s'ils ne cessent de rouler des mécaniques, de faire de grandes phrases ampoulées, vides, de donner la leçon, ils ne comprennent pas les femmes et les hommes, ils ne comprennent même pas comment tout s'articule.

Ils doivent penser que les deux sujets que sont le pognon et le pouvoir l'emportent sur tout le reste ; justice, équilibre, solidarité, cohésion.

Sur cette baisse du chômage, il faut regarder de façon plus pointue, quelles catégories, pour quels emplois, quels salaires, quelles conditions. Mais les nouvelles questions posées aujourd'hui, à savoir quel sens est donné au travail, quelle utilité sociale, quel impact sur l'environnement, pourquoi faire ? rien ! Ils n'en sont pas là car les actionnaires et les grands patrons, leurs amis ne se posent pas ce genre de questions, pour eux ce qui importe ce sont les bénéfices, profits et dividendes.

Hier mercredi 19 avril, notre Président, enfin plutôt le Président était en Alsace en visite dans une entreprise qui fabrique des bâtiments en bois, du durable donc, encore de la communication pour Macron qui n'agit pas pour le climat mais bavasse sur le climat.

L'intersyndicale l'attendait avec des casseroles, comme il ne peut s'en empêcher, il devrait être suivi que je vous redis, il déclare « c'est pas des casseroles qui feront avancer les choses ». En réalité je pense qu'il ne fait pas la différence entre reculer et avancer.

Suivi par un petit bain de foule qui s'est transformé vite fait en bain de boue, il a quitté les lieux sous les huées, en disant il y a des gens qui ne sont pas contents et d'autres qui sont contents, il ne comprend vraiment rien à l'ampleur de la colère, des crises sociale et démocratique.

Il ne faut pas cesser de lui rappeler, partout, tout le temps !

Y'a aussi celui qui disait pas besoin de masques parce qu'ils n'y en avaient pas et après c'est obligé de mettre un masque parce qu'il en avait acheté, qui est aujourd'hui porte parole du gouvernement qui déclare sans honte : « Les mobilisations sont partisans, politiques, parfois même très politiques, le Président va à la rencontre des français et dans l'ensemble ça se passe bien ».

Et ce qu'ils font, les mesures qu'ils prennent ne le sont pas politiques ?

Mais de quoi y cause ce comique, déjà ça fait longtemps qu'il n'est pas allé se frotter à des vrais gens Emmanuel Macron et en plus ça se passe plutôt très mal, mais ils s'en contrefoutent de ce qui est vrai, ils doivent penser que ce qu'ils disent devient cette réalité...

Hier, visite dans l'Hérault, rebelote, chahuté par des centaines de manifestants tenus à distance et auxquels ont a confisqué les casseroles qu'ils avaient emmenés pour faire du bruit, ah liberté quand tu nous tiens...

Pareil pour les images, les seules permises, produites et organisées sont celles de l'Elysée, une seule caméra est autorisée et cela doit être pour favoriser la pluralité de l'information et des points de vue.

Gloire aux syndicalistes qui ne lâchent rien, qui sont là, qui sont là, même si Macron le veut pas avec un petit big up pour ceux qui coupent l'électricité dans les endroits où se trouve Macron pour communiquer et nous enfumer.

Suite aux triomphales visites de Macron à son bon peuple, trois personnes - deux hommes et une femme - seront jugées pour avoir soit insulté soit fait des doigts d'honneur au président lors sa visite en Alsace.

Y aurait-il dans ce pays deux poids deux mesures ? Quand certains, exaspérés, poussés à bout, insultent un président ou un élu de la République, c'est inacceptable, scandaleux, cela remet en cause la démocratie et il faut passer par la case tribunal pour bien le signifier...

En revanche, quand un ministre, Dupont-Moretti, qui n'est pas élu (quand il a été candidat, il s'est pris une énorme gamelle - il est vrai que les gamelles, il connaît aussi bien que les casseroles), fait trois bras d'honneur dans l'enceinte de l'Assemblée nationale à un élu du peuple, bon, là c'est moins grave.

Ou quand une petite frappe comme Benalla joue aux gendarmes et aux voleurs, usurpe la fonction de policier, interpelle et violente un couple, et qu'il serait également intervenu dans une autre interpellation au jardin des plantes... puis qu'on ait retrouvé je ne sais combien de faux passeports, etc., le président de la République tente de le défendre jusqu'au bout.

On est très loin, Monsieur le président, de « l'exemplarité » dont vous en avez plein la bouche. Avec vous je crois bien que c'est pire qu'avec les précédents. Au moins ils avaient eu la décence de ne pas promettre la Lune.

Sophie Binet, la toute nouvelle secrétaire générale de la CGT, s'est fendu d'un émoji « Lol » suite à l'invitation de Macron à l'Élysée. Il a surréagi en disant que ce n'est pas un formidable exemple quand un responsable syndical ou politique à ce genre de réponse.

Parce que faire trimer les salariés deux ans de plus, ça c'est un formidable exemple... Ou quand un président qui se rêve monarque déclare « Ça m'en touche une sans bouger l'autre »... Ça c'est exemplaire et d'une classe folle.

Comme disait mon grand-père, « Il est plus facile de voir la paille dans l'oeil du voisin que la poutre qu'on a dans le sien ». Enfin, c'était un truc de ce genre-là.

Macron et sa bande devraient s'en inspirer.

Jean Marc Zulesi, député Renaissance dans les Bouches du Rhône, va porter plainte car il a été chahuté à Salon de Provence où se déroulait la Fête de la fraise, car lui, il préfère le dialogue, dit-il. Pauvre petit choupinou, sont méchants ces opposants...

Hier, mardi 25 avril, pas loin d'avoir l'impression qu'ils commencent à perdre leurs nerfs : d'abord plus rien sur l'agenda des ministres - leurs déplacements sont secrets - et Macron qui déclare qu'empêcher le ministre de l'Éducation n'est pas très civique.

Sans oublier l'inénarrable Gabriel Attal, qui déclare : « Il y a une colère légitime, mais des Français qui se lèvent pour aller travailler nous remercient de cette réforme et nous encouragent pour la suite. Le problème, c'est l'ultra gauche qui ne travaille pas. »

J'ai l'impression que lui, il est ultra plein de trucs mais pas bien entendant ni même perspicace. Ne pas entendre 70 % de la population et 9 salariés sur 10, c'est ça qui est ultra partisan et même extrémiste. Du « centre », mais extrémiste quand même.

Et attention messieurs les donneurs de leçons, ne pas permettre les manifestations et les rassemblements, interdire l'usage de casseroles ou d'ustensiles permettant de faire du bruit pour attirer votre attention sur votre réforme pourrie, c'est un glissement vers une société autoritaire La liberté, ça ne peut pas être que des mots prononcés la main sur le cœur et presque la larme à l'oeil.

L'intersyndicale organise une action le samedi 29 avril, lors de la finale de la Coupe de France. Les syndicalistes vont distribuer des cartons rouge et des sifflets afin d'accueillir Macron. Question d'un présentateur sur BFM : « Ne pensez-vous pas que c'est irrespectueux et violent ? » On nage en plein délire... C'est même plutôt finaud et sympa !

Et puis encore et toujours, les violences policières, les techniques du soi-disant maintien de l'ordre. Pour celle et ceux qui ont l'habitude de manifester, il n'y a pas débat, oui il y a des violences policières.

Et les nasses, ce n'est pas fait pour interpellier des soi-disant casseurs ou fauteurs de troubles. Nous nous sommes retrouvés nassés juste pour tenter de nous impressionner et de nous intimider, et rien de plus.

Avec parfois quelques petites insultes qui nous poussent à aimer notre police

nationale.

Avec leurs mots, il y a usage disproportionné de la force. Plutôt que d'appeler ça de la violence légitime, il est temps de rebaptiser ça « violence légale », mais dans bien des cas non légitime et largement disproportionné.

À Rennes, une journaliste s'est fait pointer un LBD à bout portant sur la tête, juste parce qu'elle demandait qu'une interpellation soit moins violente.

Les interdictions succèdent aux arrêtés, même en convoquant des lois anti terroristes, donc c'est légal...

Par contre, l'identification des policiers est à l'appréciation de je ne sais qui...

Hier, jeudi 27 avril, en visite à Dole, loin des manifestants, vous avez peut-être entendu Macron dire à quelqu'un qui l'interrogeait qu'il était choqué par le salaire de certains grands patrons. L'Oxfam pointe les écarts abyssaux de salaires entre les PDG et les salariés dans les entreprises françaises cotées en bourse.

Ces PDG qui gagnent en moyenne 97 fois le salaire moyen de leurs employés, contre 64 fois il y a 10 ans, ce n'est pas la crise pour tout le monde. Et même : plus c'est la crise, plus certains s'en mettent plein les fouilles.

Samedi soir se déroulait la finale de la Coupe de France entre Nantes et Toulouse (félicitations aux Toulousains, qui ont largement gagné, mais aussi aux Nantais qui ont joué), ça a été l'occasion de (re)découvrir un député de Macron qui vaut son pesant de cacahouètes.

Son nom : Karl Olive. Un très beau spécimen que la honte ne fait pas reculer. Il dit comme ça, pour justifier l'interdiction concernant la distribution de cartons rouge et de sifflets par l'intersyndicale (toujours unie, eh oui...) au stade de France que « le stade de France n'appartient pas aux syndicalistes ou aux politiques ». Là, il faut comprendre l'ultra gauche. Et l'ultra gauche, il faut comprendre que c'est - à la louche - tous ceux qui s'opposent à la réforme des retraites... sauf le RN, qui bavouille mais ne s'oppose pas réellement.

Allez, on lui dit que le stade de France n'appartient pas plus à Macron, aux élus ou au gouvernement mais à tous les Français, qui sont très majoritairement contre cette réforme ?

Toujours pour cette finale, Elisabeth Borne, qui a mis le pays sur les nerfs avec son 49.3, appelle à la responsabilité. Darmanin, lui, a convoqué des milliers de policiers car, dit-il, les risques d'affrontement entre les supporters nantais et toulousains sont importants.

En réalité, il n'y avait que très très peu de risques. Il devait confondre avec la finale Liverpool / Real Madrid quand il s'est couvert de ridicule en mentant.

Bon, finalement la justice a annulé l'interdiction pour l'intersyndicale de se réunir et de distribuer, des interdictions de tous genres de plus en plus souvent contestés par la justice.

Hier, lundi 1er mai, les manifestations étaient grandes, nombreuses, historiques, belles, sympas, joyeuses, avec une intersyndicale encore unie... Ils nous ont collé des drones au dessus de la trogne.

Sécurité, protection, etc., disent-ils, mais nous n'avons aucune confiance en eux, de ce qu'ils pourraient faire des images. Macron et son gouvernement sont tellement sous pression que le glissement autoritaire et liberticide se voit et se ressent de plus en plus.

Et puis tout leur cinéma sécuritaire, ça doit commencer à coûter cher, très cher même. Un petit mot en particulier pour Bruno le Maire et Gabriel Attal, qui ne voient que par le prisme de la baisse des impôts, notamment pour ceux qui devraient en payer plus et mieux. Malgré l'état de plus en plus dégradés du bien commun que sont les services publics, l'agence Fitch dégrade la note de la France.

En d'autres termes, cela signifie que Macron et ses ministres sont des rigolos. Pas marrants mais des rigolos.

Gabriel Attal communique sur un nouveau concept : « En avoir pour mes impôts. » Bon, nous on a pas eu besoin de faire l'École alsacienne, Sciences po et Assas pour savoir à quoi servent nos impôts : à les payer, parce qu'Attal n'a jamais été ni en première ni en seconde ligne...

Non en vrai, nos impôts, mieux répartis, plus justes, doivent servir au service public, à tous les services publics dont ils organisent la ruine.

J'allais oublier de vous dire : ils sont nuls ! Ils parlent, gesticulent, déclarent, font les beaux et donnent des leçons, mais ils sont nuls même sur leur terrain. S'il ne s'agissait pas de nos vies, de nos avenir, cela pourrait presque être drôle.

Hier, mercredi 3 mai, quelques petites casseroles en Bretagne - une à Quimper et une à Brest -, mais également une dans le Nord à Calais et une devant le Conseil constitutionnel qui a rejeté la proposition de RIP. Bon, peu d'entre nous y croyaient, mais ce n'est pas fini, il reste tout plein d'actions d'ici le 6 juin, retenu par l'intersyndicale pour une manifestation, et le 8 juin à l'Assemblée nationale.

Déjà, le RIP peut de loin ressembler à une mesure démocratique mais c'est un leurre, quasi inaccessible et conçu en tant que tel.

Nos dirigeants ne reculent devant rien, d'Elisabeth Borne et Macron à Darmanin, en passant par Dupont- Moretti et le dernier flingueur, Pieyre Alexandre Anglade qui est député Renaissance et bave de haine et de mensonges quand il parle de Mélenchon. Quoique l'on puisse penser du leader de La France Insoumise, ses déclarations sont sorties de leurs contextes, interprétées, transformées. Ainsi, quand il dit « À bas la mauvaise république », ils traduisent arbitrairement et malhonnêtement « À bas la République »...

Hier, jeudi 4 mai, Macron visitait un lycée professionnel à Saintes en Charente-Maritime, une visite bien propre et bien gentille, tellement polissée qu'on est en droit de se demander si les jeunes n'avaient pas eu des consignes...

En revanche, le rassemblement de protestation était interdit.

Ce n'est pas à coup d'arrêtés, d'interdits, de mise à l'écart ou à distance que l'on passera à autre chose que la question des retraites.

Pour l'instant, on ne sait pas trop vraiment ce que cette énième cause nationale qu'est la formation contiendra. Peut-être que les lycéens stagiaires seront indemnisés ? À voir exactement qui, combien et dans quelles conditions. Mais attention que cela ne soit pas pour les seuls « métiers en tension », pour les besoins du patronat...

Dans leur escalade, ils ont de bonnes chaussures à clous. Ainsi, contre « toute » cette violence, ils vont travailler à une nouvelle loi anti-casseurs. Bien peur qu'elle limite encore les droits et libertés. Faut-il leur rappeler que nous sommes dans un État de droit ?

Communiquer en permanence sur la « violence » des manifestants et sur ceux qui soi-disant ne les condamnent pas au niveau politique sert à masquer que, si toutes les violences sont à déplorer, celle qui fait des morts, des handicapés, des blessés graves n'est pas celle des manifestants ni même celle des « casseurs ».

Comment en arrive-t-on au fait que 32 % des Français disent comprendre les violences du 1er mai ? En n'écoutant pas les manifestants pacifiques qui se mobilisent par millions depuis 4 mois.

Dernière petite chose en ce vendredi 5 mai, avant d'y revenir plus sérieusement : il est où le pognon du fonds Marianne, mis en place après l'odieux assassinat de Samuel Paty ? À qui a-t-il profité et pourquoi faire ?

Dimanche 7 mai, j'ai encore découvert un spécimen supplémentaire : il s'appelle Kevin Bossuet, il est prof d'histoire et surtout chroniqueur sur CNews. Une sorte de caricature post-Zemmour, mais c'est vrai qu'ils sont de plus en plus nombreux.

Je n'ai pas échappé au sacre de Charles III, puisque son truc était diffusé en direct sur plein de chaînes et même sur les chaînes publiques. Oh la belle carriole, waouh la jolie gapette, il avait même un grand bâton comme une canne, et tout ça en or et en diamants, quand tant d'Anglais - y compris des enfants - crèvent de froid et de faim.

Un terrible nouveau scandale agite le ban et l'arrière ban des animateurs / influenceurs / journalistes : devant le siège de Renaissance, quelques dizaines de femmes et d'hommes ont chanté « Louis XVI, Louis XVI, on l'a décapité ; Macron, Macron, on peut recommencer ! ».

Choqué ces républicains, les mêmes qui trouvent formidable le sacre de Charles III et qui ne s'offusquent pas de la manifestation fasciste qui s'est déroulée à Paris, avec saluts nazis, drapeaux et militants masqués style sado-maso...

Alors que nous, même une écharpe on nous demande de la baisser, et même d'enlever nos autocollants pour que les flics acceptent de nous laisser sortir de leur nasse.

Olivier Veran, lui, il va au Danemark, voir comment la pseudo sociale démocratie est devenue aussi raide avec l'immigration et les immigrés que le plus populiste des régimes, en disant au passage quelques mensonges : grâce à ce gouvernement « efficace », l'extrême droite serait tombée à 2 %... alors qu'elle fait encore 14,4 %. Pour les manif et rassemblements, dont les autorisations sont de plus en plus difficiles, le périmètre de sécurité est de plus en plus large, quasi inaccessible, au point que sur les Champs-Élysées il n'y avait pratiquement personne tant il était compliqué d'y accéder.

Les mêmes qui hurlent qu'une commémoration doit être une communion de tous les Français, trouvent normal que ces commémorations nationales soient confisquées par le seul pouvoir en excluant le peuple.

Ça voudrait peut-être dire que des militants de gauche et syndicaux seraient moins les descendants des résistants que Macron, Darmanin, Le Maire et leur clique...

Darmanin est tellement sous pression qu'il ne peut s'empêcher de faire et de dire des conneries et de la provoc. Après le foot l'année dernière c'est au tour de l'Italie d'en prendre plein les étiquettes. Vous me direz, quand on est inefficace on donne des leçons à la con !

Dernière petite chose en ce mardi 9 mai : Bruno Le Maire a le temps d'écrire des romans alors que les crises et l'inflation plombent durablement l'économie et nos modes de vie et de survies.

Le même qui depuis des mois ne cesse de nous rabâcher que ça va aller mieux, que le pire est derrière nous, et tout un tas de n'importe quoi. Il tape sur la table en disant « On a raison, on travaille, alors que faire du bruit et protester c'est piétiner »... alors que c'est nos vies qu'ils piétinent tous ces incapables, amis des actionnaires et partisans des dividendes.

Ce matin, mercredi 10 mai, j'ai une grande et belle nouvelle à vous annoncer : Gabriel Attal, ministre d'une partie de nos sous et âme prête à se damner pour son mentor Macron, va s'attaquer à la fraude fiscale.

En réalité, ils ont tous et tout le temps la même tactique. Ils cassent, diminuent, affaiblissent, mettent à mal les conquies sociaux et, après ça, la bouche en cœur, un sourcil relevé, ils promettent de s'attaquer à ce qu'ils ont détruit pour soi-disant y remédier.

Ils ont supprimé des tas de contrôleurs fiscaux, ainsi que des inspecteurs du travail en pagaille comme ils ont liquidé la médecine du travail, donc leurs intentions - tant sur les conditions de travail que sur la lutte contre la fraude fiscale et pour la santé au travail - ne sont que « Blabla » et « Gnagnagna »...

Pendant que Darmanin, Aurore Bergé et toute la bande font leur cinéma sur les écologistes qui seraient des terroristes, la gauche et La France Insoumise qui alimenteraient et encourageraient les violences, l'ultra-droite ouvertement fasciste se porte mieux que jamais, manifestant avec tous les appareils et gadgets fascistes, mettant vraisemblablement le feu à la mairie de Bordeaux... même si Darmanin, auditionné par le Sénat, déclare que rien ne lui est remonté en ce sens !

Après avoir manifesté à Saint-Brevin-les-Pins en Loire Atlantique avec des militants du parti Reconquête d'Eric Zemmour, ils ont incendié les véhicules et la maison du maire pour protester contre la construction d'un centre d'accueil de réfugiés dans la commune.

Suite à cela, quand une démarche de soutien à cet élu de la République a lieu à l'Assemblée nationale, le seul groupe à ne pas se lever en hommage est celui du

Rassemblement National... Ce week-end, j'en ai encore découvert un beau spécimen : un ancien journaliste de Cnews, Loïc Signor, devenu porte-parole de Renaissance, déclare suite à cet incendie, « *Nous apportons notre soutien le plus inconditionnel au maire* ».

Maire qui a démissionné de son poste suite au sentiment d'abandon par l'État malgré les réponses de Macron et de Véran qui n'ont évidemment été suivi d'aucune mesure.

Les fascistes ont pavané à Paris autour de l'Action française qui scandait « *Tout le monde déteste la République* » et autres slogans tout aussi explicites, un camion rempli à ras bord de casques à proximité.

Mais Darmanin et ses amis continuent de voir l'ennemi dans la gauche qu'ils ont renommé « l'ultra-gauche ». Pour eux, la « vraie gauche » c'est Manuel Valls, et le danger c'est Mélenchon qui dit « À bas cette République »... Cherchez l'erreur !

Des statistiques qui devraient faire réfléchir notre ministre de l'Intérieur : sur les dix derniers attentats déjoués, sept étaient imputables à l'ultra-droite, deux à des complotistes et un à « l'ultra-gauche ». Cherchez encore l'erreur !

Je pense que dans les extrêmes, on aurait tort de ne pas être attentif au danger que représente l'extrême-centre des macronistes.

Alors que des femmes, des hommes, des enfants ne parviennent plus à se nourrir, à se chauffer, ont tant de mal à survivre, la grande question au Parlement serait le drapeau européen et l'obligation d'afficher la bobine de notre président dans les mairies... Sans rire, ils se foutent de nous.

Dernière petite réflexion en ce vendredi 12 mai, l'annonce de la réquisition de 3200 logements du Crous pour héberger des athlètes des J.O. de Paris en 2024. Allez les étudiants, du balai ! Quand vous aurez fini de faire la queue pour pouvoir vous nourrir, vous devrez faire le 115 pour tenter de trouver un impossible hébergement ! Alors même que quasiment aucun d'entre eux ne pourra se payer une place pour ces J.O., même s'il était tiré au sort.

Macron était à Dunkerque avec son habituel accueil de casseroles et de klaxons sous une pluie battante où il a espéré passer à autre chose que les retraites en annonçant la création d'entreprises et d'emplois... Vendredi à Paris, des centaines de femmes et d'hommes ont défilé dans un carnaval surprise contre la réforme des retraites et contre la politique d'Emmanuel Macron.

Une chose qui n'est pas liée à la réforme des retraites et à ses conséquences, mais tout de même : quand un hôpital est bombardé en Ukraine, on parle de « crime de guerre » et même de « crime contre l'Humanité », mais quand un hôpital de Gaza en Palestine est attaqué par Israël, là il s'agit de « conflit », de « dommages », de « combats meurtriers »...

La réalité, c'est que c'est toujours terrible et dramatique, où que cela se passe et quelques soient les enjeux géopolitiques.

Vous avez entendu l'autre là, Elon Musk, qui ne respecte ni le droit du travail ni la démocratie avec son énorme jouet Twitter, déclarer « *Je suis très impressionné par le président Macron et le gouvernement français* »... Comprenez « *Les conditions qui nous sont faites pour investir en France sont très bonnes* ». On peut rajouter que c'est grâce à la casse du code du travail, des droits et des conquies sociaux.

Ben dis donc, ça se lâche du côté de l'usine Vertbaudet dans le Nord et plutôt trois, quatre fois qu'une. Allez, en vrac : le 15 mai dernier, deux militants ont été placés en garde à vue. Le lendemain, le 16 mai, le piquet de grève présent depuis huit semaines a été délogé. Une gréviste de 36 ans aurait été brutalisée et étranglée par un policier (elle va porter plainte). Ça doit être une illustration de l'usage proportionnée et maîtrisée de la force...

Le lendemain, Mohamed, délégué C.G.T. est enlevé devant chez lui, frappé, gazé, ses enfants menacés, puis relâché en pleine nature sans son portefeuille. Qui est derrière cet acte ? Des nervis ? Des milices patronales ? Ou bien « l'ultragauche », comme le dirait Darmanin ?...

Autre suite d'un très long feuilleton, Nicolas Sarkozy est encore condamné. Ça commence à faire beaucoup pour un seul homme ! Au fait, quand les sursis succèdent aux sursis, pour tout plein de gens ça devient du ferme, non ? Mais pour lui, et pour tant d'autres en réalité, il y a les bons juges et les autres.

C'est bizarre tout de même pour un ancien président, ex-avocat de surcroît, de contester une institution telle que la justice, non ? Là, au gouvernement, ils sont un peu vénères que le groupe Liot ait déposé un projet de loi sur lequel l'Assemblée nationale devrait voter le 8 juin prochain.

Ils cherchent toutes les raisons possibles et imaginables pour rendre ce vote anticonstitutionnel et, par conséquent, passer à travers. Le 6 juin, à l'appel de l'intersyndicale, soyons encore et toujours nombreux et déterminés pour exiger le retrait de cette réforme d'un autre temps, qui marque de fait un retour en arrière.

Si par hasard vous avez un peu de temps libre le vendredi 26 juillet 2024 – enfin, si vous êtes revenus de croisière -, pourquoi ne pas participer à la cérémonie d'ouverture des J.O. de Paris ? Hier, dimanche 21 mai, la ministre des Sports parlait à la radio de J.O. populaires avec des places à 24 €... Ah bon ? Pour l'instant j'ai lu que le prix des places pour la cérémonie d'ouverture était à 2700 € ! Pour une famille de quatre personnes, avec le transport, la boisson qui va bien et le petit casse-dalle, il faut compter 12 000 € (si, bien évidemment, vous habitez le coin ou êtes hébergés).

Sinon, il vaut plutôt mieux compter quelques centaines ou milliers d'euros (ça dépend des sports), et encore... si vous êtes tiré au sort. Moi, j'aurais pensé que comme une bonne partie de tous ces frais engagés étaient tirés de nos impôts, on aurait un strapontin à l'œil au bord du bassin (ou de la piste) olympique. Avec un gentil CRS maître-nageur pas loin au cas où le petit plonge par inadvertance.

Mais en terme de « progrès social », gageons que ces J.O. vont être le moment

d'expérimenter tout plein de mesures, portant notamment sur la surveillance avec la mise en place de drones qui verront s'il y a du louche en bas et pourront zoomer comme des oufs dans nos décolletés.

Mais promis, juré, pas de mauvais usages de toutes les données (peut-être faut-il s'entendre sur ce que veut dire « mauvais usage »...). La ministre des Sports, comme tous les autres ministres, a dû prendre des cours d'élocution, de satisfaction de soi, de réponses à tout quelques soient les questions : « On est au travail avec et aux côtés du président. »

Durant ce week-end de l'Ascension, dans la catégorie spécimen, celui-ci je ne l'ai pas découvert mais il confirme qu'on vit une époque formidable : Eric Nolleau, ancien équipier et ami d'Eric Zemmour, croit faire des analyses mais il se contente de raccourcis, d'approximations, de contre-vérités, du moment que ça cible la Nupes et plus encore LFI.

Encore et toujours dans la rubrique animateurs / provocateurs / journaliste nunuls, il y a ce bel échantillon qu'est Pascal Praud, qui nous a habitué au pire et qui ne nous déçoit que très rarement. À l'annonce du Teknival qui a rassemblé, sans autorisation préalable, au moins 30 000 personnes dans l'Indre ce week-end, les commentateurs s'en sont donné à cœur joie sur les risques de débordements. « C'est sûr, il va y avoir du grabuge, estimait Pascal Praud. Et que peut-t-on faire contre cette sauvagerie ? » Sans oublier le « Ça en dit long sur l'état de la France ».

Bilan selon le propriétaire du terrain et le maire de la commune : rien à signaler, tout s'est très bien passé, ils ont rendu le terrain nickel, nettoyé. Alors des fois, souvent, tout le temps même, fermez-la !!!

Le budget des armées est en augmentation de 40 %, ça doit être une urgence absolue alors que la planète flambe, que le réchauffement climatique va nous faire griller dans peu de temps, qu'il n'y a plus d'eau, que l'inflation fait crever la dalle à de plus en plus de femmes, d'enfants, d'hommes. Plein de fric pour un nouveau porte-avion alors que des spécialistes disent que les porte-avions c'est dépassé et inefficace. Dans la politique des faux semblants, ils sont vraiment en haut de l'affiche !

Le 22 mai, Christophe Bechu, ministre de la Transition écologique, invité dans l'émission Quotidien, déclarait que « Oui, il faudra un impôt supplémentaire ». Douze heures plus tard, Olivier Véran, porte-casseroles du gouvernement (ou porte-parole ? On sait plus), déclarait que « Non, il n'y aura pas d'impôt supplémentaire ». Ça doit être l'illustration du « En même temps » !

Le même Véran, qui ferait mieux de se tenir au courant plutôt que de faire le perroquet, déclarait suite au drame qui s'est passé dans le Nord et qui a coûté la vie à quatre personnes dont trois jeunes gendarmes, « Mélenchon, qui est en visite dans le Nord, n'a pas eu un mot pour les gendarmes tués alors qu'il dénonce les violences policières ».

En fait, Mélenchon, parti à la rencontre des ouvrières de Vertbaudet, en grève pour de

meilleurs salaires, a pris la parole pour saluer, avec empathie et compassion, les gendarmes morts dans ce terrible accident.

Une infirmière est morte ce week-end sous les coups d'un déséquilibré. Émoi, tristesse, mais en réalité, même si le risque zéro n'existe pas, le fait qu'il y ait de moins en moins de prises en charges et que la psychiatrie est le secteur le plus mal traité d'un système de santé lui-même à l'abandon au nom de la rentabilité, des profits et des dividendes des actionnaires, est certainement en grande partie responsable de cette tragédie.

Pendant que nos ministres voyagent en avion un peu partout sur la planète, avec l'empreinte écologique que cela représente (et pour quels résultats ?), que Olivier Véran part, lui, au Brésil après le Danemark, pour « étudier la lutte contre l'extrême droite », au premier trimestre 2023, les dividendes distribués aux actionnaires ont encore explosés, atteignant 326,07 milliards de dollars.

On pourrait leur dire chapeau, mission accomplie pour vos amis du Capital !

Nous devons être extrêmement vigilant afin de ne pas nous faire balader, et cela sur quasiment toutes les questions et quel que soit le sujet.

Un exemple, celui de la violence. Chevènement lançait les sauvageons, Sarkozy poursuivait avec la racaille, Darmanin parle d'ensauvagement et de sauvagerie. Et Macron en remet une petite couche avec un truc que personne ne comprend clairement : « la décivilisation ».

Regardons d'abord de qui ils parlent tous : principalement des jeunes et plus encore de ceux qui viennent des quartiers populaires.

En réalité, sur la longue durée, la société française est moins violente. Depuis 1962 et les accords d'Évian, il n'y a plus de guerre, même si des conflits armés existent toujours. Les homicides sont deux fois moins nombreux qu'il y a 20 ans et 4 fois moins nombreux qu'il y a 60 ans.

Il y a une plus forte sensibilité sur certaines violences - conjugales ou racistes par exemple - et c'est tant mieux, mais cela ne signifie pas qu'il y en ait davantage. Les médias adorent les faits divers, ce que l'historien Gérard Noiriel appelle « la faitdiversion ». Cela permet de nourrir la concurrence, notamment entre chaînes d'infos en continu, pour obtenir plus de parts de marché et, par conséquent, plus de revenus publicitaires.

Ensuite, il y a une crise économique et sociale profonde et durable qui contribue certainement à plus d'incivilités, moins de respect du bien commun, à une perte de sens ou de valeur qui ne doit pas être confondue avec la violence.

Moi, la violence je l'ai plutôt vue devant chez Total de la part d'une police très

remontée, mais les ordres doivent être clairs et nets : on ne touche pas à l'argent et aux dividendes, même si pour ce faire on doit un peu tabasser et gazer.

Les actionnaires ne sont pas en reste, avec les insultes, les bousculades, la bave aux lèvres... Nombreux sont ceux qui ne supportent pas que l'on interpelle « leur libre entreprise » quand elle détruit la planète et condamne des populations.

Ils sont en train de mettre le paquet sur l'immigration et même sur l'A.M.E. (Aide Médicale d'État) qui pourrait être remise en cause. Plus ces minuscules femmes et hommes politiques disent que le Rassemblement national est dangereux, plus ils pratiquent sa politique.

Un petit coup de chapeau à Justine Triet qui a reçue la palme d'or à Cannes pour son film Anatomie d'une chute et qui a fait une belle déclaration sur la lutte sociale et notamment sur les retraites, mais également sur la remise en cause de l'exception culturelle française et notamment sur son cinéma.

Elle a immédiatement été critiquée par la ministre de la Culture, Rima Abdul Malak, qui soit dit en passant est pour les polémiques quand elle déclare « C'est bien que Cannes soit aussi un lieu de débats, de frictions, d'échanges, de positionnements et de controverses »... mais pas quand elles concernent le gouvernement, son ministère ou son patron.

Bientôt, ils vont nous sortir « France Travail », une enième version de ce qui devrait être le service public de l'emploi, avec nouveau logo, recherches, changement de toute la communication, rien que cela doit faire un paquet de sous.

Mais le danger est ailleurs : un énorme service fourre-tout où plus rien ne sera spécifique, particulier. On tranchera à la hache pour fournir la formation et la main d'oeuvre à la demande des entreprises, et peu importe les salaires, les conditions et le sens du travail, les désirs, besoins et envies des salariés.

Quand j'ai parlé des J.O. l'autre jour, j'ai oublié un élément très important : le sort qui va être fait aux femmes et aux hommes sans domicile fixe. Cachez ces miséreux que l'on ne saurait voir et qui pourraient gâcher la fête et couper l'appétit de nos invités qui doivent pouvoir dépenser sereinement.

Quand Macron déclarait qu'à la fin de l'année 2017, plus personne ne dormirait à la rue, c'était encore et toujours des mots creux, sauf pour les retraites quand il nous rebat les oreilles que c'était une promesse... Deux poids, deux mesures.

Revenons à nos SDF : il faut les faire disparaître de la photo.

Olivier Klein, le ministre de la Ville et du Logement, dit la main sur le cœur que cela se fera dans la dignité... Mais de quoi parle-t-il ce petit bonhomme ? Le maire d'une des villes censée accueillir ces femmes et ces hommes, Bruz en Ille-et-Vilaine, n'est même pas au courant...

Ils ont dû oublier de le prévenir. C'est vrai que c'est gênant tous ces corps intermédiaires et tous ces élus ! Si Macron décidait de tout tout seul et que les ministres soient là uniquement pour communiquer ses décisions, ce serait grave plus facile !

Aujourd'hui mercredi 31 mai, la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun Pivet doit prendre sa décision pour savoir si le texte d'abrogation déposé par le groupe Liot sur les retraites est recevable ou pas.

Elle avait pourtant dit « On ne piétinera pas l'Assemblée nationale » et on avait compris que le texte serait présenté et voté, mais les ordres doivent signifier le contraire, grands naïfs que nous sommes, donc je parie que ce texte ne passera même pas au Parlement, devant les élus du peuple, tout ça au nom de la démocratie et de l'intérêt général bien évidemment.

Vous vous en doutez, j'ai gagné mon pari : les députés ont voté hier mercredi 31 mai contre l'abrogation de la loi sur la retraite à 64 ans, en commission des affaires sociales. À 3 ou 4 voix près, mais ils n'ont reculé devant aucune magouille possible et ont bien tripatouillé pour y parvenir.

Quel bel exemple de démocratie, une fois encore. Et après ça, ils tirent des tronches longues comme des jours sans pain et se grattent le sommet du crâne sur le fait que les gens ne votent plus... Bande de guignols ! Des pompiers pyromanes.

Macron, qui œuvre jour et nuit - avec sa politique libérale et antisociale - à l'avènement du Rassemblement national et qui a choisi de faire de la Nupes l'ennemi principal, vient de recadrer (comme ils disent) la Première ministre sur le fait que le RN serait l'héritier de Pétain et de la collaboration.

Il arrive à faire du « en même temps » comme quoi Pétain a été un héros en 14/18 (au sens patriotique et militariste du terme) et un salaud en 39/45 (au sens historique). Ses réflexions manquent par ailleurs de tact et de retenue rapport à Elisabeth Borne, mais c'est lui le monarque, le chef, le patron, l' élu !!!

Heureusement, si Elisabeth Borne perd son boulot, elle pourra toujours solliciter FranceTravail Famille Patrie.

Une fois n'est pas coutume, ce lundi matin du 5 juin 2023, je suis plutôt de bonne

humeur, parce que les salariés de chez Vertbaudet ont gagnés : des augmentations de 90 à 140 € par mois et des embauches.

Une lutte exemplaire menée principalement par des femmes peu qualifiées, bravo aux 72 grévistes et à la CGT : Je voudrais savoir un truc : comme il y a eu pas mal de tensions entre grévistes et non-grévistes, est ce que ces derniers vont profiter des conquises de la lutte ?

Revenons à la mauvaise humeur... Peu de commentateurs / animateurs / consultants / font leurs titres sur cette victoire, pas plus que sur les luttes chez Disney, Amazon ( + 7,8 % d'augmentation des salaires), aux transports de Toulouse et dans tant d'autres boîtes.

Ils ne parlent pas trop non plus du traceur GPS retrouvé sous le véhicule du porte-parole de « Bassines non merci ». Quand je vous dis qu'il faut se méfier de l'extrême centre ! Et là, j'entend pas trop Darmanin éructer sur le droit, la justice et tout l'toutim.

Hier, mardi 6 juin, 14 e journée de mobilisation contre la retraite à 64 ans. Pas loin de 6 mois de luttes, d'actions, de manifestations, de blocages, de coupures, d'occupations, de casseroles... Et les commentateurs / animateurs sur les chaînes infos demandaient : « N'était-ce pas la manifestation de trop ? » « Vous n'êtes pas trop déçus ? » « Faut-il y voir un flop ? »... Et commentaient : « Il n'y a pas eu de sursaut ! Les gens sont passés à autre chose ! »

D'abord, personne ne s'attendait à un raz de marée, et puis selon les chiffres de la police, il y avait dans le pays au minimum 300 000 manifestants, et 900 000 selon la CGT, ce qui est encore considérable.

Sur LCP, la chaîne parlementaire, une journaliste interroge deux députées, dont l'une de la Nupes qui déclare que les journées de grève coûtent chères, très chères même quand cela dure depuis aussi longtemps, et que cela intervient à un moment où le pouvoir d'achat est en berne avec une forte inflation.

La députée du Modem, elle, déclare que le fait qu'il n'y ait personne dans la rue (si si, c'est ce qu'elle a dit) n'est pas en relation avec un problème de revenus et/ou de pouvoir d'achat, mais au fait qu'il ont eu le temps d'expliquer tous les aspects positifs de cette réforme (si si, c'est ce qu'elle a dit).

Ils osent tout, même le pire, surtout le pire, alors qu'au bout de six mois et après qu'ils aient réussi à faire passer leur réforme en magouillant et en piétinant la démocratie et le droit des élus du peuple, les sondages sont éloquentes : 55 % souhaitent que la mobilisation continue et 66 % se déclarent toujours contre cette

réforme. C'est ça l'extrême centre, les ultras du « en même temps ». Anticonstitutionnel, tu perds ton sang-froid...

Jeudi 8 juin, vous vous souvenez du fonds Marianne, mis en place après l'assassinat de Samuel Paty, soi-disant pour soutenir des acteurs de la lutte contre la radicalisation... Eh bien l'Inspection générale de l'administration (IGA) vient de rendre un rapport accablant sur l'utilisation des sommes allouées, ainsi que sur le choix des associations qui en ont bénéficiés.

La commission d'enquête pointe un traitement privilégié, l'appel à projet n'étant ni transparent, ni équitable. Mardi 14 juin prochain, elle auditionnera Marlène Schiappa qui est et reste la responsable politique de ce dossier, même si la démission de Christian Gravel, qui avait en charge ce fonds, ne sera pas un réel fusible, puisqu'il incrimine les membres du cabinet de Marlène Schiappa.

À suivre... J'espère que nous ne serons pas déçu par cette République exemplaire. Non j'rigole. Un peu jaune, c'est vrai !

Hier, jeudi 8 juin, ça a été un feu d'artifices, on ne sait par où commencer tellement ils ont fait fort. Sur le terrible drame d'Annecy, les spécialistes police / justice et les « experts » psy (colgues ou chiatres) sont gratinés, ils disent à peu près n'importe quoi mais ça passe.

Comme l'auteur est syrien, ça part sur « Souvent dans les affaires terroristes, même si rien ne permet pour l'instant de dire que cette tragédie est l'oeuvre d'un terroriste »...

Ensuite Bruno Retailleau qui commente avec un « Ce drame justifie les textes que nous allons déposer au moment de la loi immigration », ça promet donc d'être coton.

Et puis son collègue Eric Ciotti qui déclare « On se demande ce que ce demandeur d'asile faisait en France »... Je proposerais bien « Ben il demandait l'asile ! ».

Pour Eric Zemmour, « les demandeurs d'asiles viennent pour tuer des Français, ce sont des francocides ». L'un des bambins étant britannique et l'autre néerlandais, il faut parler d'eurocide plutôt non ?

Aurore Bergé, elle, s'est précipitée dans la salle des quatre colonnes pour être sûre et certaine d'être parmi les premiers à dire des conneries. Elle éructe donc que certains, comprenez les « ultras » dans l'hémicycle, « se battent comme des chiffonniers sur le recevabilité ou non d'amendements, ce qui paraît en total décalage par rapport à l'effroi qui submerge notre pays ». C'est ce qu'on appelle de la récupération et de l'instrumentalisation, elle n'a décidément honte de rien.

Tous ces commentateurs ne prennent pas le temps de réfléchir, de savoir qui est qui,

de quoi il est question avec des éléments factuels, résultats d'auditions, de témoignages et d'enquêtes.

D'après les premiers éléments, l'auteur aurait crié « Au nom de Jésus Christ ! » au moment de passer à l'acte, attendons d'en savoir plus mais l'attentat terroriste islamique semble avoir du plomb dans l'aile...

Le texte d'abrogation de la retraite à 64 ans a été retiré par le groupe Liot puisqu'on savait qu'il serait privé de vote. Deux ans de plus à bosser et toujours aucun vote de la représentativité nationale.

Autre sujet : vous aurez peut-être entendu que EDF redevenait totalement publique.

Après avoir permis de distribuer quelques dividendes aux actionnaires, l'État va déboursier près de 10 milliards d'euros de NOTRE argent pour racheter leurs parts.

Un jour, il en sera de même pour les autoroutes, la santé et les transports, mais en attendant, on nourrit les actionnaires au biberon de notre bien commun. Depuis le temps qu'on dit « Quand tout sera privé, nous serons privé de tout »...

France Travail arrive avec son cortège de stigmatisations, de plus en plus de devoirs pour quelques droits et toujours leurs litanies sur le « plein emploi »... Mais posez-vous les bonnes questions : avec quels salaires, quels revenus, quel pouvoir d'achat, quelles conditions de travail et de transports, quel sens à ces emplois ?

Le 27 juin prochain, les « partenaires sociaux » se réuniront pour négocier la revalorisation de l'assurance chômage. Pour ce qui nous concerne, nous demandons 10 € d'augmentation par jour afin d'obtenir un minimum de 41 € par jour d'indemnité tout de suite, en attendant les hausses de salaires et du Smic.

Tout augmente au point que nous sommes de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir faire face à toutes les dépenses. Ainsi, les loyers ont augmentés de 3,6 %, l'énergie de 55 %, la nourriture de 15,6 % et les transports de 3,2 % (ce sont évidemment des moyennes).

Dans le même temps, depuis octobre 2021 le gouvernement a baissé le montant des allocations chômage de 22 %. Depuis décembre 2021, il a privé 16 % des chômeurs de leur indemnité. Depuis février 2023, il a baissé la durée d'indemnisation des chômeurs de 25 %... Merci à la CGT chômeurs à qui nous avons piqué ces informations chiffrées.

Week-end calme, non qu'il ne se soit rien passé mais j'ai fait une pause d'infos afin de mieux respirer et de digérer correctement, parce que des fois ça pèse sur l'estomac

tous ces spécialistes de toutes les spécialités qui bavent.

Hier lundi 12 juin, la motion de censure déposée par la Nupes n'est pas passée, ce n'est pas une surprise et pourtant c'est important de tenter, de proposer, de faire vivre la démocratie quand ceux et celles du pouvoir en confisquent tant d'aspects.

L'information, c'est devenue quasi essentiellement le traitement des faits divers, quand ils arrivent, puis quand ils sont jugés. Enfin, les atroces, les bien laids, ceux qui peuvent faire peur, qui favorisent le repli sur soi, qui, au final, contribuent à donner de l'espace aux idées toutes faites, aux poncifs et par conséquent aux populismes.

Et alors quand ça touche de près ou de loin à des étrangers, à des femmes, des hommes, des jeunes issus de l'immigration, c'est jackpot pour toutes les chaînes qui invitent souvent la droite de la droite.

Tout se mélange : les salariés et les familles en situation régulière ou irrégulière, les demandeurs d'asile, les en attente d'une décision, les clandestins, les sans papiers, les enfants et descendants de... Ils sont tous traités de la même façon, comme en trop, comme coupables potentiels, comme pas nets, comme dangers.

Lundi 12 juin, Sandrine Rousseau et Marine Tondelier étaient dans l'Aude pour protester contre un projet de golf et d'hôtel de luxe quand elles ont été prises à partie par quelques vigneronns et insultées : « *Va faire la soupe salope !* », « *Grosse salope !* » étaient parmi les gentillessees.

Si on peut comprendre le désespoir des agriculteurs, des viticulteurs, des éleveurs, on comprend beaucoup moins bien les commentaires de certains journalistes / chroniqueurs qui déclaraient pour certains « *Bien sûr, c'est inacceptable qu'elles soient ainsi traitées, mais quand même...* », « *Mais malgré tout...* », « *Mais il faut comprendre...* ».

L'inénarrable Pascal Praud dit « *Mais qu'est-ce qu'elles allaient faire là-bas, si ce n'est attiser le feu, car l'extrême gauche est contre le luxe et contre tout, c'est de la décroissance* »... Vous, Pascal Praud, je pense que c'est votre cerveau qui est en décroissance.

Quand un élu pose le pied sur un ballon sur lequel figure la bobine d'Olivier Dussopt c'est quasi criminel, inacceptable, un acte que rien ne peut justifier... Et là il faudrait comprendre, bande de bouffons...

Hier 14 juin, Marlène Schiappa était auditionnée par le Sénat concernant « l'affaire » du fonds Marianne et le moins que l'on puisse dire est qu'elle s'est retrouvée en difficulté, au point de dire « *C'est pas moi, c'est mon cabinet et l'administration* » ou

alors « *Je ne m'en rappelle pas* », et aussi « *J'ai suivi ça de très loin* ».

Quel courage et quel sérieux !!! Allez madame Schiappa, un tout petit effort : démissionnez !

Jeudi 15 juin, c'était au tour de Mohamed Sifaoui d'être auditionné. Même si les questions des sénateurs étaient particulièrement agressives, le moins que l'on puisse dire c'est « *Mais pour qui il se prend ?* ».

Quelle arrogance !!! Allez monsieur Sifaoui, un petit effort également : rendez l'argent !

Trop marrant Olivier Dussopt, ministre du Travail, du plein emploi et de l'insertion, quand il déclare que la création de France Travail c'est surtout pour que les chômeurs puissent faire valoir leurs droits concernant la santé, la mobilité et même la garde d'enfants.

Ils doivent penser que plus c'est gros et plus ça a de chance de passer, et les « bénéficiaires » du RSA seront - dans France Travail - concernés au premier chef avec leurs contrats d'engagements. Non, non, pas d'obligations mais...

Afin de ne pas crever totalement de faim parce que certains se retrouvent sans place face à une organisation politique, sociale, économique complètement déréglementée et au service des seuls puissants, il faudra être contrôlé et montrer qu'on fait des « efforts ».

Un week-end si riche qu'on ne sait par où commencer, peut-être par la fête de la ville d'Ivry-sur-Seine sur laquelle nous avons un stand. Bilan plutôt positif, des rencontres sympas, 4 CD de Abalabu vendus et 120 signatures sur notre pétition pour la gratuité des transports. Pour ce qui concerne l'engagement, c'est plus compliqué même si beaucoup partagent nos analyses et revendications.

Puis l'accueil fait au prince de l'Arabie Saoudite (pas sur la fête d'Ivry hein). Je ne suis pas un spécialiste de géopolitique ni même de ce qu'ils appellent « *real politic* » pour faire avaler toutes les couleuvres et tous les comportements, mais cela révèle une fois encore plusieurs niveaux de traitements selon les intérêts, notamment économiques, bien plus que sur les principes, les valeurs, le sens.

Ainsi, la France qui ne cesse de clamer au monde entier son attachement à la paix et aux droits de l'Homme est beaucoup plus timorée quand il s'agit de torture et de mise à mort d'un opposant politique saoudien, ou quand des mineurs sont condamnés à mort et aussi concernant la guerre au Yémen qui, du coup, se retrouve bien loin, très loin de l'Ukraine. Il n'y a pas de bonne guerre, il n'existe pas de guerre propre !

Après la bière descendue cul sec par Macron, ce qui ne me gêne pas en soi mais en même temps j'suis pas président – enfin, pas de la République - et personne n'attend (j'espère) que je donne l'exemple, il y a l'annonce de l'entrée de Missak Manouchian au Panthéon. Dans la plupart des cas, il est présenté comme résistant étranger et ils oublient un peu vite qu'il était militant communiste dans la MOI (Main d'œuvre immigrée). Ce au moment où a commencé une campagne étrange sur les étrangers pour durcir tout le système dans l'hypocrisie la plus totale.

Un petit coup de chapeau aux militants de Brest qui ont « perturbé » une séance de dédicace d'Eric Zemmour. Je serais bien aise qu'il soit « grand remplacé ».

Richard Ferrand - on sait plus trop ce qu'il a comme fonction- pense que le non cumul et la limitation des mandats est un frein à la démocratie. Bon en fait, même s'il ne le dit pas tout à fait comme ça, il faudrait changer la Constitution pour que Macron puisse effectuer un troisième mandat, avant le quatrième...

Ils ont l'intention de s'attaquer aux arrêts maladies plutôt que de s'attaquer aux causes et aux raisons de ces arrêts maladies et toujours pas aux dividendes et au CAC 40 qui battent tous les records.

Il y a eu à Bordeaux une terrible attaque contre une femme et sa petite fille, quoi dire sinon que c'est terrible, et que le système de santé - notamment psychiatrique - est tellement à l'abandon qu'il ne faut pas s'étonner que, faute de prises en charges et de suivi, il y ait de plus en plus de passages à l'acte.

Mais l'horreur est également dans la récupération qu'en font la droite et l'extrême droite, surtout quand l'agresseur se prénomme Ibrahima, même s'il est français, né de parents eux-mêmes français, mais aussi sur la diffusion des images sans qu'elles soient floutées, tant il faut faire du sensationnel en espérant faire le plus peur possible.

Tous ces manipulateurs sont à vomir. Fort heureusement, la famille de cette dame et de sa petite fille n'accepte pas la diffusion et l'utilisation de ce drame et porte plainte contre ceux qui toucheront à leur vie privée.

Darmanin passe à l'acte concernant la dissolution des « Soulèvements de la Terre ». Je ne vais pas aller dans les détails politico-juridiques d'une telle volonté, simplement dire que condamner le messenger n'est jamais la solution.

On pourrait demander la dissolution du gouvernement parce que son inaction climatique va contribuer à ce qu'il y ait déjà de nombreux morts parmi les plus fragiles !

Hier j'ai redécouvert un spécimen très très agressif et bien marqué à droite - et même à droite de la droite -, son nom : Gauthier Le Bret. Et où exerce-t-il ? Sur Cnews bien évidemment. Il transpire la haine, le garçon. À suivre... ou pas.

Vous aurez remarqué la différence de traitement entre deux accidents qui se sont déroulés en mer... d'abord en Méditerranée, drame de la misère et du désespoir au point que le Mouvement de la Paix déclare que les centaines d'exilés noyés, ce n'est pas un accident mais un crime, faute de secours.

Pour un voyage privé avec des prix de 230 000 € par personne pour trois passagers et deux accompagnants dans un sous-marin qui était connu et reconnu comme dangereux, moteur peu puissant, problème avec les hublots, mauvaise transmission...

Là, les secours ont largement été mobilisés et c'est chose normale. Ce qui l'est moins, c'est que les moyens mis en œuvre pour les migrants sont loin d'être au niveau.

Une partie de la presse était toute excitée par le compte à rebours quant à l'autonomie en oxygène et la course contre la montre des secours... Dégueulasse, mais ça passe ! Est-ce choisir l'Atlantique contre la Méditerranée ou serait-ce autre chose ? À n'en pas douter, nous avons la réponse.

Ce week-end, j'ai lu ça et je ne résiste pas au plaisir de le partager avec vous : « *Tenter, braver, persister, persévérer, s'être fidèle à soi-même, prendre corps à corps le destin, étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait, tantôt affronter la puissance injuste, tantôt insulter la victoire ivre, tenir bon, tenir tête...* »  
C'est dans *Les Misérables* de Victor Hugo.

Il a fait chaud, surtout dimanche, nous sommes en alerte rouge dans pas mal d'endroits. Des records de chaleur ont été battus, ici pour la saison et ailleurs dans le monde. Pas loin de la canicule, un manque d'eau alarmant, des feux terrifiants, déjà des problèmes de santé pour les plus faibles.

Pendant ce temps, l'urgence du gouvernement est double : interdire « Les Soulèvements de la Terre » - ce qui ressemble à un pas de plus vers une démocratie autoritaire - et mettre en place un contrôle technique pour les deux roues. Si ce n'était pas si grave et anxiogène, cela pourrait presque être drôle.

Et Macron qui persiste et signe dans son mépris et son arrogance. À Marseille, il déclare « *Je fais le tour du vieux port, il y a 10 offres d'emplois.* » Quels emplois ? Dans quelles conditions ? Payés combien ? Il ne peut pas s'en empêcher...

Il est bien l'homme de sa mission au service du Capital et des intérêts financiers des possédants : casser tous les conquits sociaux et faire baisser le prix du travail en

instaurant la pauvreté, la misère, en contrôlant et en sanctionnant toujours plus.

Hier, mardi 27 juin, au moment de la négociation sur la revalorisation de l'assurance chômage, les organisations de chômeurs et des syndicats organisaient une manifestation, un barbecue et une conférence de presse devant l'Unedic.

Bonne participation pour une première initiative sur le chômage, la précarité et le droit au travail, car tout est lié. Nos organisations ont décidé de se revoir dès la rentrée afin de répondre, ensemble, aux attaques avec notamment la réforme du RSA et la mise en place de France Travail.

Lors du conseil d'administration de l'Unedic, la CGT demandait une augmentation de 10 € par jour avec un minimum de 41 € par jour afin de passer au moins au-dessus du seuil de pauvreté.

La bataille unitaire et exemplaire contre la réforme des retraites n'est pas sans conséquence sur les autres questions sociales puisque aucun syndicat n'a voté la proposition patronale de 1,9 % d'augmentation.

Loin, bien loin du niveau de l'inflation, ce qui aurait dû être un minimum, mais le patronat en a décidé autrement.

À Nanterre, un tout jeune homme, Naël ou Nahel, c'est selon, est mort abattu par un policier. Mourir à 17 ans est toujours une injustice et un drame. D'après les premières constatations, vidéos, audio et certains témoignages la déclaration du ou des policiers ne tient pas la route, il ne semble pas avoir tiré parce qu'en danger et bien loin de la légitime défense.

Vous vous doutez bien que s'il n'y avait pas eu de vidéo, la « vérité » aurait été toute autre et la culpabilité de ce gamin de quartier populaire, de banlieue, n'aurait fait aucun doute...

Et même comme ça, ils commencent par dire que ce même avait un casier judiciaire.

La « journaliste » d'extrême droite Charlotte d'Ornellas a même affirmé qu'il avait un casier judiciaire déjà long comme le bras, sûrement pour discréditer la victime et atténuer et quasi justifier le crime.

Bande de menteurs dégueulasses... Il s'avère que Nahel n'avait pas de casier judiciaire !

Combien de jeunes sont morts pour des refus d'obtempérer ? Et pour d'autres raisons, parfois pour de simples délits ? Un peu trop, beaucoup trop même, et les intervenants

des syndicats de police ne condamnent jamais ces actes, et les journalistes du bout des lèvres.

Quand un jeune meure victime d'une bavure, ces porte-paroles ne cessent de rabâcher qu'il faut défendre l'ordre républicain et le droit, soit ! Alors qu'ils commencent par ne pas défendre l'indéfendable, et qu'ils traitent un peu différemment les gens des quartiers que comme des suspects permanents.

C'est comme les médias qui s'étonnent qu'ils ne sont pas très bien reçus dans les quartiers populaires pour faire leur métier, disent-ils. « Le droit d'informer »...

Rigolo comme formule non ? Qu'ils cessent de stigmatiser des populations entières, des quartiers en les présentant de façon homogène et comme dangereux.

Et quand ça pète dans ces quartiers, les mêmes déclarent d'une seule voix qu'il faut rétablir l'ordre, que c'est inadmissible, que c'est pour la sécurité et le bien-être des populations. Ce serait bien que pour le bien-être, ils commencent par ne pas tuer nos enfants.

Hier jeudi 29 juin, j'ai zappé sur les chaînes infos, jusqu'à la nausée, et il y en a pour dire que la lutte des classes c'est dépassé... Regardez bien : après avoir maltraité les salariés et les syndicalistes, notamment contre la réforme sur les retraites, comment ils traitent nos enfants dans nos quartiers.

Alors là ça se déchaine, ils se lâchent ! Partout ils parlent d'émeutes alors qu'il s'agit de révolte, voire de rébellion, ce qui est beaucoup plus politique, même si ce n'est pas formulé en tant que tel.

Laurence Ferrari sur Cnews : « *On a vu une jeune femme en pleurs car on avait pillé et brûlé sa voiture, des enfants qui pleuraient parce qu'ils ne pouvaient pas aller à l'école* », et, commentant un tag annonçant « *C'est chez nous ici !* », « *Non c'est la France !* » éructe-t-elle.

Ils ne cessent de relever la violence, la sauvagerie de ces jeunes, et quand s'occupent-ils des banlieues et des quartiers populaires quand ils ne brûlent pas, tous ces amuseurs ?

Ils n'hésitent pas à repasser en boucle les mêmes images, celles où il y a le plus de feux bien évidemment.

Pour ce qui est des beaux spécimens qui ouvrent leur grande bouche, c'est un véritable concours. Pierre-Henri Boris dit : « *Ce ne sont pas des jeunes mais des racailles, des délinquants.* »

Vous avez aussi Thibault de Montbrial : quand il cause des jeunes et des quartiers, mais certainement aussi des salariés et des militants ses yeux sont injectés de sang... J'ai trouvé le frère de Pascal Praud, il est sur BFM et il s'appelle Alain Marschall.

Christophe Barbier sur BFM déclare « *Jean Luc Mélenchon dit « la police tue »* ». Pourquoi Monsieur Barbier ? Il n'est pas mort ce gamin, après d'autres ? Pas tué par un flic ?

Ils ont même ressorti le grand perdant des élections de Barcelone et de la primaire aux législatives de 2022 pour les Français de l'étranger, Manuel Valls qui vient donner des leçons. C'est qu'ils doivent avoir beaucoup de mal à trouver des cautions de gauche... Mais, erreur de casting, Valls est tout sauf de gauche.

Une partie de la réponse que la plupart d'entre nous se pose est comprise dans le communiqué du syndicat Alliance d'hier 30 juin 2023. Cela démontre s'il était besoin ce que pensent certains flics, et par conséquent comment ils envisagent leur boulot : tutoiement systématique, contrôles répétés parfois nombreux dans la même journée, humiliations...

Les violences sont condamnables, mais toutes les violences : policières, sociales, d'inégalité, d'environnement, etc.

Il est terrible que certains s'en prennent à des écoles, des centres sociaux, des médiathèques, des équipements sportifs, des mairies, aux quelques commerces de proximité qui restent dans certains quartiers, aux véhicules de leurs voisins et certainement, parfois, de leurs parents.

La question, c'est que les seules fois où l'on parle d'eux sans même s'y intéresser, c'est quand ça flambe. Afin de ne pas être trop long, je vous invite vivement à prendre connaissance de l'interview du sociologue Michel Kokoreff par Faïza Zerouala, journaliste à Médiapart, le 30 juin, et également la déclaration de l'anthropologue Alain Bertho sur <https://youtube.be/A4EluCEZY5Y>

Ce n'est pas le grand banditisme, ils s'attaquent à Lidl, Aldi, Action, donc à ce qui les entourent, à ce qu'ils connaissent. Un jeune à Marseille témoignait : « Je suis entré chez Aldi et j'ai pris du Sopal, des glaces et des Kellog's. » Même si, c'est vrai, certains sont un peu plus et mieux organisés.

Beaucoup plus de pillages en 2023 qu'en 2005, cela pose une partie du problème : la crise s'est aggravée, l'inflation étrangle des millions de familles et on voudrait que cela reste sans conséquences...

On pourrait dire que « *quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt* » (proverbe chinois), il me semble qu'on est en plein là-dedans.

On ne parle pas beaucoup de ces jeunes et de ces mamans qui sortent dans des cités appeler au calme, c'est pas sensationnel et beaucoup moins dramatique que des poubelles qui brûlent et permettent des commentaires incendiaires.

On peut remercier Nicolas Sarkozy, ce multirécidiviste qui, en 2003 lors d'un déplacement à Toulouse alors qu'il était ministre de l'Intérieur, déclarait : « *La police n'est pas là pour organiser des matchs de rugby dans les quartiers mais pour arrêter les délinquants.* »

Les quartiers sont sous-dotés, les jeunes stigmatisés, maltraités, sans perspectives, sans droits et on veut nous les présenter comme des « nuisibles »... pour reprendre l'expression d'Alliance, cette milice. Et personne ne s'en prive, de l'extrême droite à une partie de la gauche en passant par des spécialistes de la spécialité qui donnent leurs avis pourris sur tout et surtout sur n'importe quoi.

Hier lundi 3 juillet, un des invités de BFM - après Valls la veille - était Bernard Cazeneuve, vous savez la gravure de mode... Je sais, je sais bien que ça ne sert à rien et ne se fait pas, mais comme je suis de mauvaise foi et il m'énerve tellement...

Encore la fausse gauche.

Une des toutes premières choses qu'il fait, c'est de taper sur l'irresponsabilité de LFI et de Mélenchon qui gnagnagna ne veulent pas appeler au calme. Pour ce qui me concerne, j'ai écouté Mélenchon sur LCI hier et tout me semble clair, net et précis : il ne s'arrête pas au reflet des choses et va sur le fond politique. C'est ça qui doit les gêner, eux qui ne sont que sur la forme.

Presque personne chez ces bien-pensants ne hurle au scandale quand une cagnotte pour le policier qui a buté Nahel dépasse le million d'euros... L'ordre républicain est à géométrie variable et l'indécence en fait partie.

La question qu'on entend jusqu'au dégoût c'est « Est-ce que vous appelez au calme ? ». Et souvent plusieurs fois répétée, martelée, quelle que soit la réponse... Pas grand-chose sur les vrais problèmes, sur les réels déclencheurs.

Avec leurs injonctions permanentes, il y a un retour de l'ordre moral, de la bien-pensance. Peu importe les conditions d'existence, les histoires, les vécus, il faut que tout se passe dans le calme, sans la moindre aspérité.

Des macronistes aux fascistes, ils sont tous d'accord : il faut responsabiliser les parents, les punir, les contraindre, suspendre ou leur retirer les allocations familiales ! Mais qu'est-ce qu'ils connaissent à la vie des quartiers, aux difficultés des familles (notamment monoparentales), aux problèmes qui font leurs quotidiens, au manque d'avenir et d'espoir, à la stigmatisation, à l'assignation à résidence ?

Les enfants des « bien nés » - et parfois des fils ou des filles de ministres - ne sont pas non plus à l'abri de faire des « conneries »... Mais là, attention, se mettent en place des tas de pare-feux, de soutiens, de défenseurs...

En attendant, le conseil de l'Europe et l'ONU attirent l'attention sur les violences policières et demandent à la France de se pencher sur son problème de racisme dans la police qui n'en fait pas grand cas.

Il semblerait bien que pendant « les émeutes », il y ait eu quelques bavures

supplémentaires, dont certaines qui auraient coûté des vies.

Or, sur les plateaux de nos bonnes chaînes d'infos en continu, les animateurs sont moins agressifs et beaucoup plus interrogatifs sur ces violences-là. Ils ne demandent pas comme des perroquets si elles sont condamnées... Deux poids, deux mesures, c'est ça le traitement de l'information selon que l'on soit puissant ou misérable.

Hier jeudi 6 juillet, je zappe et bingo je tombe sur Nadine Morano invitée sur BFM ! Bon, c'est sûr que tu ne peux pas regarder et écouter longtemps, ça pourrait mettre ton équilibre en jeu. C'était sur la nationalité des émeutiers, disons plutôt des révoltés.

Puis ça glisse doucement et quasi naturellement sur leurs origines... puis ça dérape en pente douce sur leur religion, au point que même le présentateur (qui n'est pourtant pas un modèle de neutralité) est obligé de la reprendre.

En parlant de ça, on espère tous que son fils Grégoire va du mieux possible...

Le Sénat a rendu son avis sur les auditions du fonds Marianne, il est accablant pour Marlène Schiappa, qui serait pour le moins désinvolte et qui « traduirait la vérité », comme on dit en termes policés.

Je reprendrais (peut-être) mes aventures en revenant de vacances, bien méritées même si ce ne sont pas des congés payés...

Ça y est, suis revenu ce lundi 7 août. Pour tout vous dire, afin de préserver un semblant d'équilibre mental, j'ai fait une vraie pause sur la recherche d'infos et mis en sommeil ma curiosité. Juste une bricole ou deux auxquelles je n'ai pas pu échapper.

Et la plus importante, il me semble, c'est la fronde des policiers qui ne supportent pas de devoir rendre des comptes. Vous me direz que c'est bien fait pour Macron et Darmanin qui tentent de régler les problèmes politiques, économiques et sociaux par la répression, en ne cessant de faire appel aux forces de police pour tout et n'importe quoi.

Alors je sais plus moi : la loi c'est seulement pour les jeunes et les habitants des quartiers populaires qui revendiquent le droit d'exister ou pour les syndicalistes qui veulent avoir le droit de vivre décemment ou encore pour des militants écologistes qui se battent pour ne pas crever et avoir un avenir ?

Quand la justice prend une décision courageuse et incarcère un policier qui a pour le moins failli, les intéressés se mettent en arrêt maladie. Là, j'appelle ça des fraudes organisées à la sécurité sociale.

Et ils sont où les défenseurs de la République, de l'égalité, de la justice, de la loi ? Ben on sait pas trop !

Bon y'a tant à dire que je préfère la mettre en veilleuse pour quelques temps. Merci de votre attention (quand il y a eu attention) et à une prochaine fois peut-être pour la

reprise de ce petit journal de mauvaise humeur.